

COMPTE RENDU DU CTL DU 27 MAI

Points pour vote :

- 1) Transfert interne d'un emploi Idiv CN FF à Morlaix
- 2) Modification des horaires de la trésorerie de Lesneven
- 3) Formation : bilan 2013 (information), plan 2014 (vote)

Points pour information :

- 4) TBVS
- 5) DUERP 2013 et PAP 2014
- 6) Budgets 2013 et 2014

1 Transfert interne d'un emploi Idiv CN FF à Morlaix

la Cgt a voté contre ainsi que Solidaires .Abstention Fo et CFDT Il s'agit du plus important SIP du département le fait que le poste d'adjoint soit dévolu à un A au lieu d'un A+ constituait pour nous une déqualification.

2) Modification des horaires de la trésorerie de Lesneven

Pour 8 voix CGT FO Solidaires 1 abstention CFDT. Nous respectons le choix du personnel de la trésorerie

3) Formation : bilan 2013 (information), plan 2014 (vote)

La Cgt considère que l'administration doit donner aux formateurs les moyens de s'impliquer et reconnaître leur investissement sur le plan moral et pécuniaire. Le temps consacré à la formation est loin des 10 %, que nous réclamons voire plutôt en régression.

La faiblesse numérique de l'équipe a été soulignée dans le débat ainsi que le peu de disponibilité des personnels à se former du fait des suppressions d'emplois.

Abstention de l'ensemble des élus.

4) Tableau de Bord de Veille Sociale

Celui ci signale les incidents à l'accueil , mais aussi le nombre de collègues écrêtés par la pointeuse ,les congés non pris ,les congés maladie , les congés mis en CET ...

Un regret exprimé que les agents liquidant leurs congés en de multiples fractionnements ne soient pas recensés par le TBVS mais ce serait suivi par la directions le nombre de jours de maladie est en augmentation de près de 50 % ceci serait dû au vieillissement du fait des suppressions d'emploi , le nombre d'heures écrêtées est aussi en forte hausse !

5) DUERP 2013 et PAP 2014

DUERP Principaux risques : les risques routiers, la complexité du travail, les chutes.

Ce document qui est pléthorique sera mis en ligne.

PAP 2014

Sur le risque routier Mme Py propose de développer les conférences téléphonées , les E-formations et les transports en commun .

Un plan de mises aux normes est en cours (extincteurs et installations électriques)

L'utilisation des doubles écrans n'ayant pas le même format est à proscrire...

6) Budgets 2013 et 2014

Dotation 2014 en baisse de 6,6 % pour autant on nous annonce 200 écrans supplémentaires et de 50 postes supplémentaires .

La direction reconnaît l'absence de marges de manœuvres !

MME Py indique que l'administration ne pourra pas continuer à fonctionner avec le même nombre de bâtiments.

Sur les économies liées aux dépenses de courrier nous signalons un mécontentement des usagers qui ne reçoivent les imprimés demandés que bien plus tard ;

Questions diverses : Nous demandons à avoir connaissance du plan de restructurations .Il nous est répondu qu'il s'agit d'un diagnostic qui sera présenté aux OS dès que possible !

Il est fait état de l'échange de MME Py avec les agents de Douarnenez sur la suppression du SIE. Mme Py conteste la rumeur mais reconnaît avoir échangé avec les agents sur ce thème .A suivre donc :la suppression du SIE déstabiliserait l'ensemble du CFP de Douarnenez.

DECLARATION LIMINAIRE AU COMITE TECHNIQUE LOCAL

La mobilisation a été forte lors de la grève du 15 mai : un quart d'agents en grève au plan national un tiers dans le Finistère. Le malaise est reconnu même par MME Lebranchu !Pour autant la ministre laisse entendre seulement des mesures pour les agents entre 1 et 1,3 SMIC sous forme d'une baisse de cotisations, formule qui ne répond pas à notre demande et qui fragilise le régime de sécurité sociale. Sur l'emploi la DGFIP a annoncé qu'un appel de 500 lauréats sur la liste complémentaire du cadre C va avoir lieu. Ceci vise notamment à compenser une partie des départs en retraite à venir plus nombreux que prévus.

Pour la CGT Finances Publiques cet appel est loin d'être suffisant. Face à la pénurie d'agents, les services sont en grandes difficultés dans leur fonctionnement, et cela rejaillit sur les personnels qui subissent stress et souffrance au travail. Les usagers ne sont pas en reste, puisque confrontés à la dégradation de la qualité du service rendu faute de moyens.

Même avec cet appel, il demeurera encore plus de 1000 emplois C vacants et le mouvement B accuse un déficit de 1351 postes !

Pour la CGT Finances Publiques, l'administration doit procéder dès à présent à l'appel intégral des listes complémentaires C et B et doit augmenter significativement le nombre de postes offerts au concours. Il est également indispensable que soit mis fin à la logique mortifère de destruction de l'emploi public.

Sur le régime indemnitaire

Le Directeur général a rappelé l'engagement de la DGFIP à ce qu'il n'y ait aucun perdant à l'issue de nos discussions. Bien prenant acte des évolutions (à mettre à l'actif de l'action des personnels), la CGT constate que des points de désaccord demeurent et revendique la poursuite des discussions. La CGT dénonce les injustices générées par la décision de la direction générale de ne pas accorder la prime « accueil » à tous les agents exerçant cette mission. Ceci dans un but à la fois pécuniaire et de division des agents. Pour nous le sujet n'est pas clos et nous nous inquiétons de ne pas avoir de nouvelles de la prime de 150 € traditionnellement versée en mai.

Sur le Duerp :

La volonté de la DG d'allègement de la phase de sollicitation des agents met en cause une partie essentielle du Duerp. Nous condamnons la volonté de faire un Duerp à l'économie et de minorer la connaissance et la prise en charge des risques psychosociaux dans une période où il est de notoriété publique qu'ils sont en augmentation croissante sous le poids des suppressions d'emplois, des restructurations et des réformes.

À l'inverse de cette démarche, nous demandons que tous les moyens nécessaires soient mobilisés, par exemple : l'augmentation de la durée des formations et l'adaptation de leurs contenus, la prise en compte de toutes les phases d'élaboration du Duerp sur le temps de travail avec adaptation corrélative des objectifs de travail, la mise en place des assistants de prévention à temps complet dans toutes les directions et la création des postes supplémentaires pour répondre aux besoins...

Que ce soit sur les conditions de travail, les rémunérations le régime indemnitaire le mécontentement est durablement ancré à la DGFIP, ce qui rend légitimes nos revendications ! Les réponses données par le ministre ne sont pas à la hauteur des attentes des agents de la DGFIP aussi nous appellerons les agents à se mobiliser.